RAPPORT DES RESULTATS 2015

PROJET D'APPUI AUX FAMILLES MILITAIRES DE KINDU ET LOKANDO

ACRONYMES **4**

1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES) **5**

1.1 FICHE D'INTERVENTION 5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE 6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE 6
1.3.1 Pertinence *6*
1.3.2 Efficacité *7*
1.3.3 Efficience *7*
1.3.4 Durabilité potentielle *8*
1.4 CONCLUSIONS 8

2 MONITORING DES RESULTATS **9**

2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE 9
2.1.1 Contexte général *9*
2.1.2 Contexte institutionnel *9*
2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution *9*
2.1.4 Contexte HARMO *10*
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME 10
2.2.1 Progrès des indicateurs *10*
2.2.2 Analyse des progrès réalisés *11*
2.2.3 Impact potentiel *11*
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 12
2.3.1 Progrès des indicateurs *12*
2.3.2 État d'avancement des principales activités *12*
2.3.3 Analyse des progrès réalisés *12*
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 13
2.4.1 Progrès des indicateurs *13*
2.4.2 État d'avancement des principales activités *13*
2.4.3 Analyse des progrès réalisés *13*
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 14
2.5.1 Progrès des indicateurs *14*
2.5.2 État d'avancement des principales activités *14*
2.5.3 Analyse des progrès réalisés *14*
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4 15
2.6.1 Progrès des indicateurs *15*
2.6.2 État d'avancement des principales activités *15*
2.6.3 Analyse des progrès réalisés *15*
2.7 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5 16
2.7.1 Progrès des indicateurs *16*
2.7.2 État d'avancement des principales activités *16*
2.7.3 Analyse des progrès réalisés *16*
2.8 THEMES TRANSVERSAUX 17
2.8.1 Genre *17*
2.8.2 Environnement *17*
2.8.3 Economie sociale *17*
2.9 GESTION DES RISQUES 18

3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE **19**

3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES 19
3.2 RECOMMANDATIONS 19
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES 19

4 ANNEXES **21**

4.1 CRITERES DE QUALITE 21
4.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI 24
4.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR 25
4.4 APERÇU DES MORE RESULTS 28
4.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (2015 – DECEMBRE) 29

ACRONYMES

AGR	Activités Génératrices de Revenus
ATI	Assistant Technique International
ATN	Assistant Technique National
ATN FARDC	Assistant Technique National issu du Corps de Génie FARDC
Bn	Bataillon
CCS	Comité de Coordination et de Suivi
CMO	Convention de Mise en Œuvre
CTB	Coopération Technique Belge
DTF	Dossier Technique et Financier
EMG	Etat-Major Général
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FAMIKI	Projet d'Appui des Familles des Militaires du camp de Kindu
FAMIKI II	Projet d'Appui des Familles des Militaires du camp de Kindu – seconde phase
FAMILO	Projet d'Appui des Familles des Militaires du camp de Lokandu
FED	Fonds Européens de Développement
FRR	Force de Réaction Rapide
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
MDNAC	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants
MINGEFAE	Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant
MINAFFECIF	Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale et Francophonie
MINIDER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MO	Main d'Oeuvre
MP	Marché Public
PRODADEM	Programme de Développement Agricole et de Désenclavement dans la province du Maniema - PIC 2010 - 2013

1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'Appui aux Familles Militaires de Kindu et Lokandu
Code de l'intervention	131 83 11
Localisation	Kindu et Lokandu / Maniema
Budget total	5.257.100 euros
Institution partenaire	Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant
Date de début de la Convention spécifique	
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	Le 25 juillet 2014
Date prévue de fin d'exécution	Juin 2017
Date de fin de la Convention spécifique	
Groupes cibles	Familles militaires des Camp militaires Lwama et Lokandu ainsi que les populations environnantes
Impact	Contribuer à la consolidation de la sécurité avec le rétablissement de l'Autorité de l'Etat dans la partie Est de la RDC et dans la province du Maniema en particulier.
Outcome	Les conditions de vie des familles des militaires des camps de Kindu et Lokandu ainsi que des populations avoisinantes sont améliorées.
Outputs	Outputs 1: Des logements décents pour 223 militaires et leur familles sont construits ;
	Outputs 2: L'accès à l'eau potable pour les familles du camp est assuré
	Output 3 : Des activités sociales, y compris des activités génératrices de revenus, sont fournies et pérennisées.
	Output 4 : Des logements décents sont construits pour 200familles de militaires ;
	Output5 : L'accès à l'eau potable pour les familles du camp est assuré ;
Année couverte par le rapport	**2015**

1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à fin 2015
		Années précédentes 2014	Année 2015		
Total	**5.257.100 €**	**614.500 €**	**784.613,03 €**	**821.517,99 €**	**56 %**
Outputs 1: Des logements décents pour 223 militaires et leur familles sont construits ;	1.887.110,00 €	280.980 €	721.377,10 €	628.012,77 €	61%
Outputs 2: L'accès à l'eau potable pour les familles du camp est assuré	18.776,00 €	4.095,83 €	10.550,94 €	4.129,23€	78%
Output 3 : Des activités sociales, y compris des activités génératrices de revenus, sont fournies et pérennisées.	35.000 €	0	11.826,24	23.173,76 €	34 %
Output 4 : Des logements décents sont construits pour 200 familles de militaires ;	2.112.791,00 €	136.620 €	697.037,10 €	1.279.136,75 €	39 %
Output5 : L'accès à l'eau potable pour les familles du camp est assuré ;	2.395,00 €	753,27 €	1.641,42 €	0,31 €	100%

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le projet FAMIKILO conforte le gouvernement congolais et l'Etat-major général des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans sa politique qui vise à répartir les militaires et leurs familles sur l'ensemble du territoire et les sédentariser en les installant dans des garnisons.

Les réalisations de la première et de la deuxième phase du projet illustrent les pertinences des interventions. Les zones de logement 1 & 2 réalisées au camp Lwama et les 48 logements dont les travaux sont terminés à Lokandu sont habitées. Les points d'eau aménagés dans les deux camps servent aussi les populations civiles autour des camps surtout pendant la saison sèche où ces dernières sont exposées aux maladies d'origine hydriques. La présence d'aménagements personnalisés, la dynamique d'une vie socio-économique et le bon entretien des sites montrent une bonne appropriation des infrastructures réalisées et le bien fondé d'une telle intervention.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	A

Démarré en juillet 2014, le projet met en place d'une manière progressive, un système des logements décents dans les deux sites où se déroulent les travaux:

- Au camp Lwama, dix blocs de logements+ latrines pour 120 familles sont en phase de finition dans la zone 3 et trois autres blocs sont en cours d'élévations dans la zone 4

- A Lokando, six blocs de logements et trois villas sont réhabilitées, trois blocs en parpaing (blocs-ciments) en cours d'élévation et onze fondations terminées en attente d'élévation.

La collaboration manifeste des FARDC et l'appui constant de la défense Belge à la mise en œuvre du Projet, la tenue de quatre réunions de SMCL et la réalisation de deux missions du Comité de Coordination et de Suivi prouvent la détermination des intervenants à tous les niveaux à réussir l'intervention et surtout à anticiper des solutions sur les risques opérationnels et d'approvisionnement difficile de certains matériaux de construction, compte tenu de l'enclavement de la zone d'intervention qui dépend totalement des autres provinces.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

A ce stade, les moyens financiers mis en œuvre sont correctement convertis en résultats attendus. Néanmoins, le projet a connu quelques difficultés d'ordre budgétaire, opérationnel et logistique:

- La baisse du taux de l'euro par rapport au dollar qui est la monnaie de référence sur le marché local. Une perte d'environ 22% a été observée sur le budget global.
- L'état excessivement dégradé des ruines constatées à Lokando a été mal apprécié pendant la formulation ; ce qui a eu des répercussions sur les coûts prévisionnels des blocs.

La SMCL a procédé cependant à un réaménagement budgétaire, les réserves budgétaires et 3% des moyens généraux sont transférés vers les activités pour achever les travaux au camp Lwama à Kindu et faire le maximum pour Lokando.

Tout le personnel du projet est mis en place par la CTB, les FARDC et la défense Belge. Les leçons apprises de la première phase du projet (FAMIKI I) contribue efficacement sur le plan opérationnel dans l'avancement des travaux, surtout pour le site du camp Lwama.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Les résultats atteints actuellement par les deux phases du projet, FAMIKI et FAMIKILO, indiquent une inclinaison vers la pérennité; les faits parlent d'eux mêmes alors que l'intervention a cours dans le même environnement. Aussi l'enthousiasme dégagé par les troupes dans l'exécution des travaux ou la qualité de l'accompagnement des officiers dans la supervision constituent d'autres signes encourageants.

La Brigade dispose d'un officier de génie mais il est important qu'il soit appuyé par une compagnie formée en génie des travaux, qui se chargera des travaux d'entretien dans les deux camps militaires.

Il est également difficile d'imaginer les familles militaires sédentarisées ne pas prendre soin de leur espace vital.

1.4 Conclusions

Au vu de l'appropriation par les bénéficiaires des réalisations de la première phase FAMIKI I, la poursuite de l'intervention au camp Lwama à Kindu et son extension sur le site de Lokando s'avère d'une importance certaine pour la reconstitution des Forces Armées de la République Démocratique du Congo.

Le projet a atteint 50% de réalisation en 2015 avec la poursuite d'une mise en place de manière progressive d'un système des logements décents pour les familles des militaires. 120 logements, latrines y compris sont en phase de finition au camp Lwama à Kindu et 51 logements dans le site de Lokando ;

Le principe d'encadrer le génie militaire dans les travaux est en soi une approche d'appropriation et un dispositif de pérennisation.

Le projet est buté à un grand défi logistique compte tenu de l'enclavement de la zone d'intervention rendant ainsi le circuit d'approvisionnement très difficile.

Deux marchés de fourniture de tôles et de ciment ont polarisé les énergies tant de l'Unité de coordination du Projet que de la Cellule des Marchés publics.
L'attributaire du marché des tôles a rencontré les aléas d'acheminement par la voie de l'Est et le contrat a été résilié après une longue attente pour être relancé. Un décalage de 4 mois qui a contraint à la réorganisation des chantiers.
Le marché des 40.000 sacs de ciment finalement attribué à la Société Interlac, producteur en situation de monopole, aura malgré tout été laborieux après une première publication à laquelle cette dernière n'a pas participé mais qui aurait entrainé des coûts excessifs sur le plan budgétaire.

Enfin, la voie ferroviaire reste la plus fiable et bon marché en termes de transport des marchandises à grand tonnage. Les pistes et le fleuve ne disposent pas de normes de sécurité minimale garantie. La SNCC se trouve en position de monopole pour la voie ferroviaire et les délais de ses livraisons sont malheureusement aléatoires. Le recours constant à son Ministère de tutelle en charge du Transport & Communication ainsi qu'au Ministère de la Défense, partenaire institutionnel est de grande utilité. Le Projet arrive tant soit peu, à tenir sa planification opérationnelle malgré les livraisons de intrants en dents de scie.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Pierre ISHOMBA **Major**	**Patrick FIMPADIO** **ATN**

2 Monitoring des résultats

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Le contexte en général a beaucoup évolué, la province du Maniema bénéfice depuis un certain temps d'un appui considérable du gouvernement central dans plusieurs secteurs : santé, éducation, développement rural, économie et énergie... Plusieurs projets d'infrastructures sont en cours de réalisation, les écoles, centres de santé, les hôpitaux, les marchés, les voiries urbaines, le stade municipal.....

L'implantation des banques commerciales (TMB, Rawbank, Ecobank), des Coopératives d'épargnes, des sociétés minières et autres operateurs économiques ainsi que des régies financières sont des signes d'un développement socio-économique de la province.

L'acquisition des nouvelles locomotives par la Société Nationale de Chemin de fer du Congo et la réhabilitation de centaines routes d'intérêt public ainsi que la modernisation de l'aéroport de Kindu brisent progressivement l'enclavement et suscitent des échanges commerciaux avec les provinces voisines.

Sur le plan sécuritaire la province est calme. La mise en place des centres d'instructions des militaires et la brigade de Réaction Rapide appuyé par la défense Belge ont énormément contribué au rétablissement de la sécurité dans la province.

En particulier pour le projet, la baisse du taux EUR-USD (de 1.25 DTF à 1.09 cours moyen 2015) et le constat fait à Lokando sur l'état des ruines pendant les travaux par rapport à celles identifiées lors de la formulation ont eu pour conséquences, un réaménagement budgétaire et une révision de certaines activités du résultat 4 validés par la SMCL lors de sa réunion d'octobre 2015. L'achèvement des travaux au Camp Lwama est prioritaire pour éviter une incomplétude après la deuxième phase. Tandis que pour le site de Lokando, les travaux de construction des logements (résultat 4) seront atteints au mieux à 80% en termes de logement.

2.1.2 Contexte institutionnel

Contrairement aux autres programmes, le Projet FAMIKILO a conservé ses rapports institutionnels parce que son ancrage est au niveau central nonobstant des interactions fortes au niveau provincial.
En effet, le Ministère national du Genre, Famille et Enfant préside la SMCL ; les Forces Armées de la RDC (FARDC) et la Défense Belge à travers son Programme de Partenariat Militaire (PPM) sont les partenaires techniques d'exécution de la Coopération Technique Belge (CTB) qui a la charge de la mise en œuvre. L'équipe de gestion du projet qui est mixte, CTB – FARDC, assure en toute transparence le suivi quotidien des activités comme spécifié dans le DTF.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le projet utilise la méthode HIMO (Haute Intensité de la Main d'œuvre) comme prévu dans le DTF. Cette méthode est très appropriée au contexte de la province du Maniema parce qu'elle donne des résultats de qualité satisfaisante. De plus, elle apporte des avantages supplémentaires dans le sens où :

- Elle crée de façon significative un plus grand nombre d'emplois non-qualifiés ou peu qualifiés. Ces emplois sont facilement accessibles à des personnes avec un faible niveau de formation ou sans une pratique de métiers éprouvée, y compris les femmes. Les plus défavorisés sont généralement ciblés par une approche des prestations de l'ordre de l'économie sociale et de développement communautaire ; ils peuvent ainsi améliorer leurs conditions de vie par le bénéfice de ces revenus directs.
- Elle intensifie l'impact des investissements sur le développement économique local.
- Elle encourage la responsabilité au niveau local et facilite le transfert de compétences aux communautés locales, des connaissances utiles à la prise en charge ultérieure de l'entretien.
- Elle permet de réaliser des économies de devises étrangères considérables.

2.1.4 Contexte HARMO

Le Projet opère dans une zone géographique couverte par les PIC 2010-2013 et 2014-2015 et dans laquelle des programmes relevant des secteurs prioritaires agriculture, désenclavement et éducation devront intervenir. Toutefois, son exécution précède de loin dans le temps celles des autres secteurs. Au stade actuel, la formulation de ces programmes est en cours et prend compte les enjeux de pérennisation et d'amplification de l'impact des actions de FAMIKILO.

Aussi, le Projet a mis à profit les compétences de l'expert électricien pour étudier les voies de fourniture de l'énergie électrique à Lokando (réhabilitation ou renouvellement de la turbine hydroélectrique existant sur site) et l'élaboration du schéma d'électrification du camp Lwama.

S'agissant de l'alignement, on peut dire qu'au niveau sectoriel, le projet s'aligne sur les grands axes de la stratégie du Gouvernement de la RDC retenue dans sa politique de consolidation de la paix dans la partie EST du pays. Le Projet s'est donc inscrit en ligne droite avec les priorités nationales.

2.2 Performance de l'outcome

2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Les conditions de vie des familles des militaires des camps de Kindu et Lokandu ainsi que des populations avoisinantes sont améliorées.				
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline (2014)***	**Valeur année 2015**	**Cible année 2016**	**Cible finale 2016**
Nombre de familles de militaires logées dans un logement décent au Camp Lwama	**400**	**520**	**623**	**623**
Nombre de familles de militaires ayant accès à l'eau au Camp Lwama	**400**	**400**	**400**	**623**
Nombre de familles de militaires logées dans un logement décent au Camp Lokandu	**0**	**48**	**100**	**200**
Nombre de familles de militaires ayant accès à l'eau au Camp Lokandu	**0**	**100**	**100**	**100**

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Démarré en juillet 2014 le projet a atteint sa vitesse de croisière au courant de l'année 2015 malgré les difficultés d'approvisionnement en ciment et fers à bétons. Le bilan des travaux indique un taux de réalisation de 48 % au niveau des activités. Cette performance va être consolidée avec l'intensification des travaux dans les deux sites profitant du bon rythme actuel de la SNCC d'acheminement du ciment à Kindu avec l'acquisition des nouvelles locomotives.

L'appui logistique de l'armée Belge sur le transport de certains matériaux de construction (ciment, fer à béton et tôles) à partir de Kinshasa, les deux compagnies génies qui exécutent les travaux avec l'appui de la 31 ème Brigade RR contribuent énormément à l'avancement des travaux, avec une certaine expertise acquise dans les travaux similaires dans le passé.

Physiquement, ce qui a été réalisé sur terrain se résume de la manière suivante:

- Dix blocs de logements + latrines (pour 120 familles) sont en phase de finition dans la zone 3 et trois autres en cours d'élévation dans la Zone 4 au camp militaire Lwama; une mise en œuvre de deux puits d'eau potable avec pompes manuelles India Mark II a été réalisée dans le même site.

- Six blocs de logements + trois villas (51 familles) sont réhabilités, trois blocs en cours de construction et la poursuite des travaux des fondations est en cours à Lokando.

Le projet a connu des difficultés dans sa mise en œuvre :

1. Le projet s'exécute dans une province presque enclavée, le déplacement des biens et des personnes n'est pas aisé. L'axe Kindu - Lokando est devenu impraticable, la voie fluviale est utilisée mais avec beaucoup réserve vu les risques de noyade par manque d'embarcadères de transport appropriés.
2. En particulier, pour le principal intrant qu'est le ciment, l'acquisition est bien laborieuse. C'est pour cette raison que la CTB a attribué par une procédure exceptionnelle, un marché de fourniture de 40 000 sacs de ciment à la Société INTERLAC, le seul fournisseur dans la contrée en situation de monopole actuellement. La Société National de Chemin de fer du Congo qui est le seul transport dans la zone pour les marchandises à grand tonnage fait face à des défaillances de plusieurs ordres sur la voie ferrée dont l'état est délabré et les récurrentes grèves du personnel malgré l'acquisition des nouvelles locomotives.

2.2.3 Impact potentiel

Il y a lieu d'être optimiste sur l'atteinte des résultats et le rayonnement de l'intervention dans la zone.

Premièrement, la stabilisation des familles des militaires sécurise le voisinage par le confort immédiat de leur habitat mais aussi par les opportunités d'interaction entre les camps et les populations civiles à travers les activités génératrices des revenus en cours de réalisation par le projet. La mise en œuvre des forages manuels au camp Lwama et la WPS à Lokando constitue également une réponse tant soit peu au problème d'approvisionnement en eau potable pour les populations aux environs des camps.

Deuxièmement, si l'état de l'axe routier Kindu - Lokando s'améliore par le fait d'un d'une réhabilitation par l'intervention de la province ou encore en concertation concentrée des futurs programmes belgo-congolais (PRODADEM), une polarisation de croissance socio-

économique pourrait poindre. Ces programmes ne peuvent en effet être conçus dans une perspective sectorielle cloisonnée vu l'environnement globalement pauvre, mal équilibré sur le plan socio-économique. L'adoption d'une approche d'intervention plus holistique est un impératif pour des résultats globaux plus pérennes.

Enfin, l'électrification des camps est de l'ordre du réalisable; concernant le camp Lwama via la SNEL, et concernant Lokando grâce à la turbine hydroélectrique abandonnée mais pouvant auxiliairement servir les infrastructures sociales de base.

2.3 Performance de l'output 1

2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Des logements décents pour 240 militaires et leurs familles sont construits				
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline (2014)***	**Valeur année 2015**	**Cible année 2016**	**Cible finale 2016**
Nombres de logements fonctionnels	400 familles	520 familles	600 familles	640 familles
Nombre de blocs de latrines fonctionnels	18	28	38	38
Nombre de blocs de douches fonctionnels	18	28	38	38
Bonne accessibilité aux logements en toute saison sans risque d'érosion	non	non	oui	oui

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
1. Construction de 20 blocs de logements		X		
2. Construction de 20 blocs sanitaires		X		
3. Aménager le site de logements de Lwama		X		

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

La quatrième compagnie génie FARDC qui exécute travaux au camp Lwama détient une expertise dans les travaux similaires de construction en Briques en Terre Stabilisée. L'acquisition de plus de 8000 sacs de ciment et l'appui logistique de l'armée par le transport par l'avion C130 à partir de Kinshasa ont énormément contribué au bon déroulement des travaux.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : L'accès à l'eau potable pour les 623 familles du camp de Lwama est assuré				
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline (2014)***	**Valeur année 2015**	**Cible année 2016**	**Cible finale 2016**
Quantité d'eau potable puisée en une journée (m³/j)	**-**	**30**	**50**	**50**
Nombre des familles ayant accès à l'eau potable	400	400	623 familles	623 familles

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
Installer 8 puits de captage d'eau potable dans les zones de consommation			X	

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Le projet a réalisé cette activité en s'appuyant sur l'expertise des techniciens du Service National d'Hydraulique Rurale (SNHR) de la Coordination provinciale du Maniema. L''activité est réalisée à 25 %, la fréquence des pluies et les pannes fréquentes de la pompe immergée pour le nettoyage des puits pendant le forage justifient ce faible rendement. Les travaux sont momentanément suspendus et se poursuivront à partir du mois d'aout 2016. Le projet a acquis une nouvelle pompe immergée pour ainsi remédier aux difficultés rencontrées au courant de l'année 2015.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les activités sociales, y compris des AGR, sont fournies et pérennisées				
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline (2015)***	**Valeur année 2015**	**Cible année 2016**	**Cible finale 2016**
Nombre de familles ayant accès à une parcelle organisée	**300**	**144**	**300**	**300**
Nombre de parcelles cultivées par rapport à la demande des familles	**200**	**144**	**250**	**250**
Nombre de personnes sensibilisées sur le VIH et des violences sexuelles	**650**	**800**	**800**	**800**
Nombre des personnes dépistées volontairement	**300**	**147**	**250**	**250**
Nombre des familles Sensibilisées sur le planning familial	**200**	**-**	**200**	**200**

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
1. Mettre une expertise en AGR agricoles à disposition des communautés			**X**	
2. Sensibiliser sur la prévention au VIH et aux violences sexuelles		X		

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le projet s'est appuyé sur l'expertise des experts de la Coordination provinciale du Programme National de lutte contre le Sida accompagné par deux officiers de la brigade, pour former les paires éducateurs et faire la sensibilisation sur la prévention au VIH et aux violences sexuelles.
Pour les AGR, le projet a recruté deux experts qui ont fait un état de lieux sur le niveau d'appropriation des filières développées dans la première phase FAMIKI, une approche d'appui technique aux ménages est adoptée au détriment du communautaire qui a présentée des faiblesses dans le passé.
L'entendement du respect, de la protection et de la promotion du bien commun est un prérequis incontournable dans une intervention qui fixe son approche sur une mutualisation des moyens pour aboutir à des résultats partagés.

2.6 Performance de l'output 4

2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Des logements décents et leurs annexes (latrines, douches, cuisines) sont construits pour 200 familles de militaires				
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline (2014)***	**Valeur année 2015**	**Cible année 2016**	**Cible finale 2016**
Nombres de logements fonctionnels	0	51	100	200
Nombre de blocs de latrines fonctionnels	0	2	17	36
Nombre de blocs de douches fonctionnels	0	2	17	36
Bonne accessibilité aux logements en toute saison sans risque d'érosion	0	0	oui	oui

2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
1. Construction de 28 blocs de logements			X	
2. Construction de 24 blocs sanitaires			X	
3. Aménager le site de logements de Lwama			X	

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Les réalisations sont à 39%, un score relativement faible. Les difficultés d'approvisionnement en matériaux à Lokando compte tenu de sa situation géographique, l'insuffisance des briques cuites de récupération et l'état de délabrement très avancé non pris en compte à la formulation, justifient le retard dans l'état d'avancement des activités.

La Décision de la SMCL sur la poursuite des travaux avec les briques parpaings et hydraform, ainsi que le réaménagement budgétaire validé, vont intensifier le rythme de travail dans le site de Lokando.

2.7 Performance de l'output 5

2.7.1 Progrès des indicateurs

Output 5 : L'accès à l'eau potable pour les 623 familles du camp de Lokandu est assuré			
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline* (2014)**	**Cible année 2015**	**Cible finale 2016**
Quantité d'eau potable puisée en une journée (m^3/j)	0	30 m3/jr	50 m3/jr
Nombre des familles ayant accès à l'eau potable	0	100 familles	200 familles

2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
01 Réaliser l'étude technique pour la production d'eau potable				X
02 Installer un point de production d'eau potable de 50m3/jour				
03 Réaliser l'adduction d'eau à proximité des blocs de logements				

2.7.3 Analyse des progrès réalisés

Au démarrage du projet, les sources dites " des Arabes" étaient ciblées pour le captage de l'eau potable et faire une adduction gravitaire. Le projet a procédé sur recommandation d'un expert hydraulicien à un nettoyage du site et un test des débits pendant six mois, mais ces dernières ont tari au mois de juillet 2015. Raison pour la quelle, un kit de potabilisation de l'eau fourni par les FARDC est mise en œuvre provisoirement pour soulager la population du camp et des environs.

Pour une solution durable, la SMCL a recommandé d'intégrer cette activité dans le nouveau programme eau de la CTB qui sera déployé à Kindu.

2.8 Thèmes transversaux

2.8.1 Genre

Le prolongement extérieur des murs de refend ainsi que l'aménagement d'un espace de cuisine procurent une certaine intimité aux familles.

A partir de Q1_2016 les activités génératrices de revenus, viseront spécifiquement, en particulier, la responsabilisation des femmes tant au niveau de l'identification des besoins, l'élaboration des stratégies et des approches que de la mise en œuvre.

Le projet accordera une attention particulière aux activités de renforcement des capacités qui devront mettre un accent particulier sur l'équité homme – femme et principalement le respect des droits des femmes et des enfants.

Le projet ne s'investira pas de manière particulière dans la présence des femmes au sein du Corp. de génie. Toute fois, si des femmes devraient faire partie de l'un ou l'autre bataillon, le projet veillera à rencontrer leurs besoins spécifiques.

2.8.2 Environnement

Le mode de construction utilisant des briques crues et de récupération permet de contribuer à la lutte contre la déforestation. Au vu de la faiblesse des fours artisanaux de briques cuites, près de 50m³ de bois sont nécessaires pour la production de 5000 briques de qualité moyenne. C'est donc de l'ordre de plus de 25 000 m³ de bois qui sont épargnés grâce aux techniques de construction adoptées par le Projet.

Le recyclage dans les bétons de fondations et des ouvrages d'assainissement des tous les gravats issus du démontage des ruines présentes sur le site réduit aussi considérablement l'impact environnemental des travaux.

L'utilisation des méthodes à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) permet de diminuer la quantité de carburants utilisés pour les engins de chantier.

En ce qui concerne l'accès à l'eau potable, les puits sont implantés à une distance minimale de 75m des blocs sanitaires et ils sont de type busés et recouverts.

2.8.3 Economie sociale

Dans l'exécution de ses marchés, le projet déploie une approche qui favorise la participation des associations locales, d'une part, en allant dans le sens de leurs capacités et d'autre part, en renforçant leurs capacités techniques par des séances d'informations.
Ils sont quelques fois invités à fédérer pour répondre aux exigences de certains marchés.

2.9 Gestion des risques

Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite
Difficulté d'approvisionnement et manque de disponibilité de ciment : Voie d'approvisionnement en ciment Kalemie-Kindu peu fiable	Formulation (2013)	Mise en œuvre	moyen	élevé	élevé	Marchés attribués à la Sté Interlac sur la fourniture de 40 000 sacs de ciment	Cel, MP	avr-15
						Attribution du marché de transport de ciment par la SNCC en situation de monopole	Cel, MP	
						Implication ministère du transport SNCC	JLM	continu
						Promouvoir l'utilisation rationnelle du ciment et utiliser la chaux produite localement	PI	continu
Faible budget d'adduction d'eau potable à Lokando	Q4_2014	Mise en œuvre	moyen	élevé	élevé	Prise en charge de l'activité dans les futures programmes de la CTB au Maniema	JLM	
Insécurité dans la zone affectant directement la sécurité des équipes et les transports de fonds	Q3 2014	Mise en œuvre	Faible	Elevé	Moyen	Utiliser les convois de la défense belge pour sécuriser les transports		continu
Complexité des procédures administratives peu adaptées aux fournisseurs locaux	Q3 2014	Gestion	Elevé	Moyen	Elevé	Fournir un appui soutenu de la CTB Kinshasa	Cel, MP	continu
Manque de contrepartie locale pour l'entretien & maintenance	Formulation (2013)	Durabilité	Moyen	Elevé	Elevé	Renforcer des capacités du Génie FARDC par l'appui de la Défense belge	PPM	juin-16
Tensions induites par une capacité de logements limitée à Lokandu	Formulation (2013)	Durabilité	Moyen	Moyen	Moyen	Commencer une deuxième phase FAMILO avec des logements pour toutes les familles avant la fin de cette phase	Ambabel	nov-15
Faiblesse de l'euro par rapport à l'USD dollar	Q3 2014	Fiduciaire	Elevé	Moyen	Elevé	Promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources	PI	continu
						Passer des contrats en euro quand l'euro est fort uniquement	PF	Ad hoc
						Réaménagement budgétaire	SMCL	oct-15
Détournement de matériaux, matériel de chantier, outils,…	Formulation (2013)	Fiduciaire	Moyen	Moyen	Moyen	Accompagner et mettre en œuvre sanction (militaire), suspension de contrat ou action pénale (civil)	PI	Ad hoc
Accident grave ou mortel sur le chantier d'un prestataire journalier	Q_2_2015	Mise en œuvre	Moyen	Elevé	Elevé	Examiner la problématique de la gestion des civils sur chantiers	CTB et FARDC	Q_4_2015

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

Au vu des difficultés rencontrées par le projet pendant sa réalisation, la SMCL tenue au d'octobre 2015 a levé quelques options pour équilibrer le budget disponible :

- Faire l'achèvement des travaux à Lwama une priorité pour éviter une incomplétude après la deuxième phase;
- Délocaliser le matériel et l'équipe de supervision vers Lokando pour accélérer le rythme de travail dans ce site.
- En raison du ralentissement des activités sur le camp LWAMA, affecter le personnel sur les futurs programmes Q2-2016 en vue d'économie d'échelle
- Prendre en charge l'approvisionnement en eau potable pour le Camp Lokandu et le village dans le cadre des futurs programmes de la CTB dans la province.
- Transfert vers les activités pour achever Kindu et au maximum Lokando les réserves budgétaires (230 000 € , 3% (28 000 €) des moyens généraux ainsi que le budget prévu pour l'adduction d'eau à Lokando (107 000 €)
- Clôturer le projet en fin juin 2017

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
- Développer une complémentarité dans l'espace et dans le temps des différents programmes à mettre en œuvre dans la province de Maniema ; notamment : ➢ Assurer la fourniture en eau potable de manière plus durable pour le Camp Lokandu et les populations environnantes (EAU-MANIEMA) ➢ Approvisionner la localité de Lokandu en énergie électrique en partant de la turbine hydroélectrique à Lokandu existante (PRODAM) ➢ Réhabiliter l'axe Kindu-Lokandu fleuve et route pour faciliter les déplacements sécurisés des biens et personnes (PRODEM)	CTB (RR+Siège)	Juin-2016
- Recommander auprès du COMPAR la prise en compte des enjeux de réhabilitation du camp dans sa globalité	SMCL+COMPAR	Décembre 2016

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible

Pour les projets des infrastructures exécutés dans la province du Maniema, intégrer à la formulation dans le DTF l'option d'effectuer un achat direct du Ciment à la Société Interlac basée au à Kalemie dans le Tanganyika. Prévoir également un point focal à Kalemie pour un appui logistique. Fortuitement, l'ATI prévu dans le cadre de l'Intervention n'a pas pu être recruté et des dispositions particulières ont été prises à cet effet. Vu le coût d'un ATI, le déficit financier qui en aurait découlé, le niveau d'atteinte eût été considérablement atteint. Donc, des réflexions *out of the box* devraient être menées dans les formulations pour optimaliser le budget alloué à l'expertise technique. Pour les futures interventions dans la province du Maniema, dès lors que le ciment constitue un intrant non-négligeable, entrevoir dès l'étape de la formulation, entériner les clauses conditionnelles d'un contrat direct avec les prestataires en situation de monopole, en l'occurrence, Interlacs et la SNCC.	CTB/Siège/RR PROJET

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		**A**	**B**	**C**	**D**
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	**A**	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
…	**B**	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
…	**C**	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
…	**D**	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
X	**A**	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		**A**	**B**	**C**	**D**
			X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?					
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
X	**B**	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.			
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?					

	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
	X			

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
X	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		**A**	**B**	**C**	**D**
			X		
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
X	**C**	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
X	**C**	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
X	**B**	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
X	**B**	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	**Période d'identification**	**Timing**	**Source**	**Acteur**	**Action(s)**	**Resp.**	**Date limite**	**Avancement**	**Statut**
Soutenir la priorité d'acheminement des matériaux sur la voie ferroviaire auprès de la SNCC	Q4_2015		CCS	CCS /SMCL	Adresser une correspondance expliquant l'approvisionnement par voie ferrée au MINFEFAE	FARDC	nov-15	En cours	
					Adresser une correspondance au premier ministre	MINFEFAE	nov-15	En cours	
Réaménagement budgétaire compte tenu des difficultés opérationnelles	Q1_2015		Projet	CCS /SMCL	Faire de l'achèvement des chantiers de LWAMA une priorité pour éviter une incomplétude après une seconde phase et achever au maximum Lokando	projet	Q1_2016	En cours	
					Transférer 100% des réserves budgétaires, 3% des moyens généraux et le budget d'adduction d'eau à Lokando vers les activités	projet	Q4_2015	exécuté	
Construire 9 blocs en format parpaing (briques-ciments) et anticiper une poursuite en briques hydraform pour 5 blocs	Q4_2015		CCS	CCS/SMCL	Délocaliser le matériel de LWAMA vers Lokandu pour accélérer le rythme des chantiers dans ce site	projet	mars-16	En cours	
					Tenir une réunion d'appréciation de la situation au plus tard fin février 2016 pour valider les orientations stratégiques définitives	projet	mars-16	En cours	
Prolonger la durée du projet jusqu'en juin 2017	Q4_2015		CCS	CCS/SMCL	affecter le personnel sur les futurs programmes Q2-2016 en vue d'économie d'échelle	CTB/RR			

4.3 Cadre logique mis à jour

Le résultat A_01_05 déduit du cadre logique ,les activités seront intégrées dans le nouveau programme eau à Kindu sur recommandation de la SMCL. Aussi, les indicateurs du résultat A_01_03 sur les AGR ont été adapté pour un meilleur suivi.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
OG	**Objectif général :** Contribuer à la consolidation de la sécurité avec le rétablissement de l'Autorité de l'Etat dans la partie Est de la RDC et dans le Maniema			
OS	**Objectif spécifique :** Les conditions de vie des familles des militaires des camps de Kindu et Lokandu ainsi que des populations avoisinantes sont améliorées.	• Nombre de familles de militaires logées dans un logement décent • Nombre de familles de militaires ayant accès à l'eau • Montant des recettes produites par les AGR • Production agricoles des AGR	• Enquête projet • Rapports de projet • Registres locaux	• Stabilité sociale et politique dans le pays • Renforcement de l'état de droit • Mise à disposition des contributions de tous les partenaires • Participation active de tous
	Volet a : FAMIKI II - Kindu			
R 1	**Résultat 1 :** Des logements décents et leurs annexes (latrines, douches, cusines) sont construits pour 223 familles de militaires **Activités :**	• Nombres de logements fonctionnels et habités – base : 400 – cible : 623 • Nombre de blocs de latrines fonctionnels	• Journal de chantier • Rapports de projet • Rapport final reprenant le décompte des bâtiments construits	• Nombre de basées à Lwama stable • Contraintes logistiques d'approvisionnement et de transport des matériaux maîtrisées

	1.1 Construire 20 blocs de logements 1.2 Construire 20 blocs sanitaires (latrines et douches) 1.3 Aménager le sites de logement de Lwama	• Nombre de blocs de douches fonctionnels • Bonne accessibilité aux logements en toute saison sans risque d'érosion	et/ou réhabilités	
R 2	**Résultat 2:** L'accès à l'eau potable pour les 623 familles du camp de Lwama est assuré **Activités :** 2.1 Installer 8 puits de captage d'eau potable dans les zones de consommation	• Quantité d'eau potable puisée (m^3/j) • Qualité de l'eau potable disponible	• Rapports d'analyse de l'eau • Rapports de projet	• Contraintes d'approvisionnement et de transport des matériaux maîtrisées
R3	**Résultat 3 :** Les activité sociales, y compris les activités génératrices de revenus (AGR), sont fournies et pérennisées **Activités :** 3.1 Mettre une expertise en AGR agricoles à disposition des communautés 3.2 Sensibiliser les militaires, leurs familles et la communauté sur la prévention et la riposte au VIH et aux violences sexuelles	• Nombre de familles ayant accès à une parcelle organisée • Nombre de parcelles cultivées par rapport à la demande des familles • Nombre de personnes sensibilisées sur le VIH et els violences sexuelles	• Rapports d'activités • Enquête de satisfaction	
	Volet b : FAMILO - Lokandu			

R 4	**Résultat 4 :** Des logements décents et leurs annexes (latrines, douches, cuisines) sont construits pour 200 familles de militaires **Activités :** 4.1 Construire et/ou réhabiliter 28 blocs de logements 4.2 Construire 24 blocs sanitaires (latrines et douches) 4.3 Aménager le site de logements de Lokandu et les voies d'accès	• Nombres de logements fonctionnels et habités – base : 0 – cible : 200 • Nombre de blocs de latrines fonctionnels • Nombre de blocs de douches fonctionnels • Bonne accessibilité aux logements en toute saison sans risque d'érosion	• Journal de chantier • Rapports de projet • Rapport final reprenant le décompte des bâtiments construits et/ou réhabilités	• Nombre de personnes basées à Lokandu stable • Contraintes logistiques d'approvisionnement et de transport des matériaux maîtrisées

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui, - le résultat A_01_05 déduit du cadre logique, - Indicateurs du résultat A_01_03 sur les AGR .
Rapport *Baseline* enregistré dans PIT ?	Non
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	- Pas d'application - rapport comité technique octobre 2015
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	2017
Missions de backstopping depuis le 23/10/2014	

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (2015 – Décembre)

cDisplayDesc	BudLineFinMet	Budget	Dépenses au 31/12/2015	Balance	%
A Les conditions de vie des familles des militaires des camps de Kindu et Lokandu ainsi que des populations avoisinantes sont améliorées.		4.056.072	-1.928.114	2.127.958	48%
01 Des logements décents et leurs annexes sont construits pour 223 familles de militaires		1.887.110	-1.065.592	821.518	56%
01 Construire 20 blocs de logements	REGIE	1.597.480	-969.467	628.013	61%
02 Construire 20 blocs sanitaires (latrines/douches)	REGIE	199.630	-95.086	104.544	48%
03 Aménager les site de logements de Lwama	REGIE	90.000	-1.039	88.961	1%
02 L'accès à l'eau potable pour les 623 familles du camp de Lwama est assuré		18.776	-14.647	4.129	78%
01 Augmenter la capacité de captage d'eau potable dans les zones de consommation	REGIE	18.776	-14.647	4.129	78%
03 Les activités sociales, y compris des AGR, sont fournies et pérénnisées		35.000	-11.826	23.174	34%
01 Mettre une expertise en AGR agricoles à disposition des communautés	REGIE	15.000	-133	14.867	1%
02 Sensibiliser sur la prévention au VIH et aux violences sexuelles	REGIE	20.000	-11.693	8.307	58%
04 Des logements décents et leurs annexes sont construits pour 200 familles de militaires		2.112.791	-833.654	1.279.137	39%
01 Construire et/ou réhabiliter 28 blocs de logements	REGIE	1.631.867	-681.855	950.012	42%
02 Construire 24 blocs sanitaires (latrines/douche)	REGIE	175.925	0	175.925	0%
03 Aménagemer le site de logements de Lokandu et les voies d'accès	REGIE	304.999	-151.799	153.200	50%
05 L'accès à l'eau potable pour les 623 familles du camp de Lokandu est assuré		2.395	-2.394	1	100%
01 Réaliser l'étude technique pour la production d'eau potable	REGIE	2.151	-2.151	0	100%
02 Installer un point de production d'eau potable de 50m3/jour	REGIE	0	0	0	0%
03 Réaliser l'adduction d'eau à proximité des blocs de logements	REGIE	244	-243	1	100%
B Les conditions de travail et de vie des militaires du camp de Lokandu sont améliorées (Camilo-Lokandu)		256.936	-223.722	33.291	1
01 Une infrastructure décente est construite pour les militaires du bataillon	0	223.645	-223.645	0	100%
01 Rénovation blocs compagnie	REGIE	150.073	-150.073	0	100%
02 Rénovation logement cadre	REGIE	19.833	-19.833	0	100%
03 Rénovation bloc état-major bataillon	REGIE	12.488	-12.488	0	100%
04 Rénovation Foyer social - Mess - Cuisine	REGIE	41.251	-41.251	0	100%
02 L'accès à l'eau potable pour le camp militaire de Lokandu est assuré		33.291	-77	33.291	0%
01 Aménagement sources et bornes fontaines	REGIE	33.291	-77	33.291	0%
X Moyens communs FAMIKI/FAMILO		0	0	0	0%
01 Réserve budgétaire		0	0	0	0%
01 Réserve budgétaire	REGIE	0	0	0	0%
02 Réserve - Camilo	REGIE	0	0	0	0%
Z Moyens généraux		944.091	-501.661	442.430	53%
01 Frais de personnel		468.249	-207.106	261.143	44%
01 Assistant technique International	REGIE	48.980	-27.478	21.502	56%
02 Equipe technique nationale	REGIE	211.778	-87.833	123.945	41%
03 Equipe finance et administration	REGIE	207.491	-91.795	115.696	44%
02 Investissements		181.774	-155.454	26.320	86%
01 Véhicules	REGIE	135.965	-121.107	14.858	89%
02 Equipement de bureau	REGIE	12.841	-7.685	5.156	60%
03 Equipement IT et télécommunication	REGIE	32.968	-26.662	6.306	81%
03 Frais de fonctionnement		254.429	-135.474	118.955	53%
01 Frais de fonctionnement des véhicules et groupe électrogène	REGIE	52.039	-26.017	26.022	50%
02 Télécommunications	REGIE	43.920	-20.036	23.884	46%
03 Frais adminisistratifs	REGIE	70.370	-33.270	37.100	47%
04 Missions et transport national	REGIE	88.100	-56.151	31.949	64%
04 Audit et Suivi et Evaluation		42.000	-5.988	36.012	14%
01 Frais d'évaluation et audit	REGIE	30.000	-234	29.766	1%
02 Baseline	REGIE	4.000	0	4.000	0%
03 Backstopping	REGIE	8.000	-5.754	2.246	72%
05 Conversion rate adjudment		-2.361	2.361	0	100%
01 Conversion rate adjudment	REGIE	-2.361	2.361	0	100%
		5.257.099	-2.653.497	2.603.679	50%